

plus âpre sur le marché international, doit amener, avec le chômage chronique, un nouvel avilissement du salaire ouvrier et des conditions de vie du travailleur. Déjà le salaire moyen de l'ouvrier français, n'a pas suivi la hausse du coût de la vie ; il est inférieur à celui d'avant guerre, dans son pouvoir d'achat, d'environ un quart, si l'on tient compte du taux de stabilisation (5) et de la dépréciation de l'or (1,4). Serait-il resté strictement égal en valeur réelle au salaire d'avant guerre que nous devrions, dans les conditions de croissance de la production et de développement de l'économie française, conclure que la situation de la classe ouvrière a empiré. Mais c'est bien pis, et la chose est évidente, en raison de l'avilissement notable du salaire : la part de la classe ouvrière dans le revenu national a incontestablement diminué, et largement diminué, depuis la guerre.

Naturellement, dans cette situation, toute pression exercée sur le salaire de l'ouvrier, toute mesure de rationalisation agressive doit provoquer de sa part une réaction de défense. Mais le processus est encore à peine ébauché, et il n'a donné lieu jusqu'ici à aucune radicalisation d'ensemble. Les grèves que l'on constate actuellement en France ne mettent en mouvement qu'un pourcentage peu élevé de travailleurs, elles ne peuvent encore être considérées comme le signe d'un réveil de l'activité des masses, comme la marque d'un esprit revendicatif de l'ensemble des travailleurs, d'une poussée révolutionnaire de classe, toutes choses qu'on entend le mot « radicalisation » ; c'est dire que le mot d'ordre de radicalisation des masses est, au moins, largement prématuré. On peut prévoir cette radicalisation, on peut sans doute, en percevoir les prodromes dans les progrès mêmes de la rationalisation, mais aucune analyse ne permet d'aller plus loin : la radicalisation sera précédée d'un renforcement des contradictions, elle accompagnera la prochaine crise du capitalisme. Mais, à l'heure actuelle, le capitalisme français traverse encore une bonne conjoncture ; il a exproprié la petite-bourgeoisie sous le signe de la « confiance » ; il vient, par la stabilisation, de restaurer les bases du crédit public et du crédit privé. Peut-on parler, dans ces conditions, comme d'une réalité actuelle, de radicalisation, c'est-à-dire du relèvement de la flamme, de l'énergie révolutionnaire ? Le crédit public et le crédit privé sont un bon « thermomètre » économique : « dans la mesure où ils baissent l'un et l'autre, se relèvent la flamme et l'énergie révolutionnaire » (Marx). Car le crédit repose sur « la reconnaissance certaine et nette des rapports économiques existant entre les classes » (Marx). Le règne du crédit ne s'accompagne pas d'une grande activité de la classe exploitée. C'est dire que parler à l'heure actuelle, comme d'un fait, de radicalisation des masses, quand les conditions objectives de cette radicalisation ne sont pas encore réalisées, c'est faire des phrases vides, et montrer aux ouvriers qu'on demeure radicalement étranger à la vie des classes. Il faut noter d'ailleurs que Varga, l'économiste du Comintern, ne fait que de discrètes allusions aux « nombreuses

petites grèves en France » et au « mouvement de gauche » qui « commence à montrer ses effets ». Nous sommes loin de la radicalisation !

Dans la bonne conjoncture de l'économie française, il y a cependant un point critique : c'est la situation de l'agriculture. Les surfaces cultivées sont en régression d'environ un cinquième depuis dix ans ; et le rendement n'a augmenté que dans une proportion qui ne comble pas le déficit. Le cheptel marque une baisse sérieuse par rapport à l'avant-guerre, en chevaux, en porcs, et surtout en moutons. Les besoins d'importation ont, en conséquence, considérablement augmenté depuis 1913, tant en céréales, qu'en viande.

Bien que près de la moitié de la population vive encore de l'agriculture, l'exode vers la ville se poursuit. Les paysans français ressentent fortement les effets de la crise mondiale des ciseaux. Depuis l'année 1923, l'écart subsiste entre les prix des produits industriels et ceux des produits alimentaires ; en 1925, l'écart atteint 25 points ; en 1926, 144 points ; par la suite, il devient un peu moins important (42 points en 1927), le prix de la viande restant cependant inférieur à celui des denrées agricoles proprement dites. Si, pendant la première moitié de 1927, les ciseaux paraissent se fermer, ce n'est que pour s'ouvrir à nouveau par la suite en un écart moyen de près de 90 points.

En fait, au début de 1929, après la stabilisation, il faut constater que le prix du blé s'est avili depuis 1914, d'environ un cinquième. Seul, le charbon, qui subit une crise mondiale, a connu depuis la guerre semblable dépréciation. Si, par ailleurs, des matières, comme la fonte et surtout le caoutchouc, ont vu leur prix baisser par rapport à l'avant-guerre, c'est pour une raison diamétralement opposée à celle du blé : l'extension donnée à leur production a permis de mettre le produit sur le marché à un prix plus bas. Mais, pour tous les autres produits industriels, nécessaires à la vie du paysan, quelle augmentation sur l'avant-guerre ! quel écart avec les prix du blé !

Le prix de la laine est largement au-dessus de la parité d'avant-guerre, celui du coton plus encore, le pétrole a renchéri et le café, article d'importation, a vu son prix hausser de près du tiers en valeur réelle depuis 1914 (or, la consommation française du café avait déjà, en 1920-1924, augmenté, par tête, de près de moitié depuis l'avant-guerre).

Il faut noter d'ailleurs, que le prix du blé en France, est encore supérieur à celui du marché américain. La crise mondiale de l'agriculture, qui trouve son expression achevée en France, aussi bien qu'aux Etats-Unis, démontre qu'en face du capitalisme monopolisateur, l'agriculture — qu'il s'agisse du système parcellaire français, ou de la grande culture américaine — est condamnée à périr : ses intérêts se trouvent être de plus en plus en opposition avec ceux de la bourgeoisie ; c'est dans le prolétariat des villes qu'elle peut seulement trouver ses « alliés et ses chefs naturels ». « Seul un gouvernement anti-capitaliste prolé-

rien peut remédier à sa misère économique, à sa dégradation sociale » (Marx).

La situation des paysans français est encore aggravée par le fait du système des impôts : lésé par le bas prix du blé, le paysan doit encore subir un accroissement des charges fiscales, surtout des impôts indirects.

Le tableau des ressources de l'Etat français pendant les dernières années, marque à la fois la bonne conjoncture par l'augmentation constante des ressources et l'incidence de l'impôt portant presque entièrement sur les classes laborieuses.

Pour l'année 1928, les ressources de l'Etat français (recettes normales et permanentes) atteignent près de 43 milliards, en augmentation de près de 7 % par rapport à l'année précédente, et de plus de 24 % par rapport à 1926. Mais cette progression n'est due qu'à l'augmentation du produit des impôts indirects. Quant aux impôts directs, non seulement ils n'ont pas accru leur chiffre, mais ils ont diminué leur rendement de plus de 850 millions. De telle sorte que la production des impôts directs à l'ensemble des ressources descend de 25,3 % (1926) et 26,3 % (1927) à 22,7 %. C'est à peine un petit quart du budget de l'Etat qui est alimenté par les impôts directs. C'est sur les impôts indirects, dont l'incidence in-

juste, dont l'immoralité sont dénoncés par les démocrates, qu'est fondé le budget de « l'Union Nationale ». Son poids pèse aux épaules des masses laborieuses ? Qui pourrait s'en étonner, qui pourrait être surpris de voir marqué dans les chiffres le triomphe de la grande bourgeoisie, le signe de son système de gouvernement.

De l'analyse à laquelle il vient d'être procédé une conclusion se dégage d'emblée : le revenu national de la France s'est accru, et dans ce revenu, la part de la bourgeoisie financière et industrielle a encore augmenté depuis la guerre. La part de la classe ouvrière, malgré l'augmentation de l'effectif prolétarien a diminué, en raison de l'avilissement des salaires ; la part de la petite bourgeoisie a diminué en raison de la concentration et de l'expropriation financière dont elle a été la victime essentielle ; la part du paysan a diminué en raison de la crise des ciseaux. Seule la bourgeoisie a bénéficié de l'essor industriel, seule elle a tiré profit des diverses conjonctures financières. Elle accapare une part de plus en plus large, de plus en plus léonine, du revenu national, tandis que s'accroît le procès d'exploitation renforcée du prolétariat, de paupérisation des classes moyennes. (A suivre.)

Une mystification

On se souvient de l'attaque menée par l'Humanité et la Ceinture Rouge contre Becquet. On accusait celui-ci d'être de la police, et l'on produisait une carte de transfert d'une société de lotissement sur laquelle la profession attribuée à Becquet était celle d'inspecteur de police. Naturellement, l'indignation de l'Humanité ne provenait pas d'un souci naturel de moralité — car au Parti il ne fait pas plus bon parler de police que de corde dans la maison d'un pendu — mais de la rage éprouvée par les bureaucrates devant le succès d'une réunion de l'Opposition à Savigny-sur-Orge, succès accompagné de l'échec d'une réunion du Parti (7 assistants).

Cependant, les camarades de l'ancienne cellule de Savigny ont tenu à faire une enquête sérieuse et complète sur les faits allégués par l'Humanité. Ils nous font connaître le résultat de cette enquête que nous publions volontiers :

Les camarades de l'ancienne cellule de Savigny, après avoir résumé succinctement les faits, à savoir : 1° Que le 23 février 1929, réunis en assemblée de Sous-Rayon, les camarades apprirent que Colomer, Devouard et Ernot avaient convoqué, au nom de la Cellule de Savigny, une réunion publique sans que la cellule en soit avertie, dans le but (les faits l'ont démontré), de former une liste électorale en dehors des éléments de la cellule. Ils s'y rendirent et apprirent en public, et à leur grande stupeur, que le camarade Becquet était exclu depuis le 15 février par le Comité cantonal (Colomer, Devouard, Ernot).

2° Qu'une réaction se manifesta dans la cellule et après avoir en vain essayé d'obtenir des éclaircissements sur les raisons de l'exclusion de Becquet, ainsi que la nomination d'une commission de contrôle, la cellule donna sa démission.

3° A la suite de cette démission, deux membres de la cellule locale, secrétaires de cellules d'entreprise à Paris, furent appelés devant les organismes respon-

sables de leur rayon, et qu'il leur fut demandé de signer, sans discussion, l'abdication de leur conscience (ce que d'ailleurs ils refusèrent), ou de se voir exclus sans autre forme de procès (ce qui fut fait).

4° Le conflit ainsi créé, à quelques jours des élections, fit se dresser les membres de l'ancienne cellule contre la liste du P. C., où, à côté de deux ou trois éléments, se trouvait Colomer, Devouard, ainsi que d'anciens figurants du Parti et même des exclus de la cellule. Ce fut l'échec des deux côtés. La lutte électorale, venant s'ajouter à l'effacement par suite tout rapprochement.

5° C'est alors que, décidés à rester organisés et à continuer le travail local commencé en 1924, l'ancienne cellule fit appel aux camarades de l'Opposition pour venir à Savigny éclairer les travailleurs sur le régime intérieur du P. C. F. et sur le malaise de l'1. C. Le compte rendu de cette réunion, paru dans Contre le Courant, déclancha la fureur des officieux et les entraîna, à bout d'arguments politiques, à publier, au bout de 4 ans et 9 mois, un faux com-
dès avant l'adhésion de Becquet au P. C.

En conséquence, devant ces faits, l'ancienne cellule de Savigny, tenant à la disposition des 100 pour 100, les éléments d'enquête, et considérant que derrière les militants de Savigny, le P. C. a voulu atteindre l'Opposition, demande aux camarades de celle-ci de publier dans leur presse les éléments de l'enquête ci-dessous exposée.

PROCES-VERBAL

d'enquête sur les faits signalés dans un article de l'Humanité du 13 juillet 1929, et intitulé « Les Trotzkistes français protègent un inspecteur de police ».

Attendu que Becquet détient depuis de nombreuses années des fonctions qui ont pour but la gestion et la défense des intérêts des petits acquéreurs de terrain : président de sociétés maternelles d'épargne, directeur d'une association syndicale (del du 15 mars 1928), et qu'en outre, lors de son exclusion du P. C., la cellule se rendit solidaire de ce camarade, l'ancienne cellule de Savigny, dont plusieurs membres